

main-d'œuvre, l'industrie, le secteur des affaires et les gouvernements locaux en vue de réduire la semaine de travail de 10 p. 100 et d'accroître d'autant l'effectif ouvrier. Autrement dit, le travail maintenant disponible devrait être réparti entre un plus grand nombre de travailleurs. On aurait ainsi une semaine de travail de 36 heures au lieu de 40, ou cinq journées de travail de sept heures au lieu de huit. On pourrait ainsi embaucher un travailleur de plus pour sept travailleurs ayant déjà un emploi.

La proposition a soulevé des objections. Certains estiment que la formule serait inefficace. Je ne comprends pas. Pour qui serait-elle inefficace? Que huit hommes travaillent sept heures par jour ou que sept hommes fournissent huit heures de travail quotidiennement, je ne vois pas de différence quant à l'efficacité. On a dit que le salaire hebdomadaire serait réduit de cinq heures de rémunération. C'est vrai, mais, si l'effectif ouvrier augmente de 10 p. 100, on pourra réduire les paiements d'assistance sociale, de recyclage et autres. En conséquence, le salaire net demeurerait à peu près le même. On a laissé entendre que la croissance économique pouvait régler le problème du chômage. Aujourd'hui, la croissance économique se fait sans augmentation du nombre d'emplois. Elle résulte des progrès technologiques et non de la création de nouveaux emplois.

Une voix: C'est aussi grâce aux libéraux.

M. Allmand: Nous sommes en train de passer des industries secondaires aux industries tertiaires; les services fournis se raffinent même. Ceux qui disent que nous devrions créer des emplois sont portés à penser que la capacité de production peut faire augmenter indéfiniment la main-d'œuvre. D'après ce que j'ai lu, tel n'est pas le cas. Ce genre de programme pourrait être mis en vigueur par voie de négociation ou de stimulants gouvernementaux. Je voudrais proposer une autre solution qui peut sembler très simple mais pourrait soulever des objections. Je la présente pour qu'on en discute.

M. Woolliams (Calgary-Nord): Nous n'aurons pas le temps de la discuter.

M. Allmand: Un nouvel emploi ne devrait être offert qu'au soutien de famille à moins qu'il ne gagne moins de \$6,000 par année. J'ai vu bien des cas dans ma propre ville comme à Ottawa où le chef de famille gagne plus de \$10,000 par année et sa femme, \$6,000 ou \$7,000. Il faudrait changer quelque chose aux emplois qui sont réservés soit aux hommes soit aux femmes. De nombreux postes de secrétaire ou autres à la Chambre des communes, qui rapportent bien, sont occupés par des femmes. Bien d'autres postes sont détenus exclusivement par des hommes. Le système devrait être plus souple. Beaucoup de ces emplois pourraient aller à des personnes qui soutiennent une famille de préférence à celles dont le traitement s'ajoute au revenu familial. Ces deux propositions passent après celle d'établir un comité spécial pour faire une étude en profondeur du chômage.

De nombreux députés ont suggéré de réduire les impôts. A mon avis, il faudrait y réfléchir. Je ne suis pas encore convaincu que c'est la solution du problème. Si on

[M. Allmand.]

diminuait les impôts des particuliers et des sociétés, l'argent servirait-il à créer de nouveaux emplois? Je n'en suis pas certain. Cette mesure aiderait davantage les riches que les pauvres. Ceux qui ont de faibles revenus ne paient pas beaucoup d'impôts; mais je doute qu'une réduction des impôts stimule l'économie au point de créer des emplois pour eux. Je crois savoir qu'une réduction des taxes aux États-Unis il y a quelques années a rapidement stimulé l'économie et créé des emplois. Qu'il en soit de même dans le cas qui nous occupe me paraît douteux.

• (8.50 p.m.)

En terminant, je voudrais exprimer l'espoir que nos délibérations des derniers jours amèneront des initiatives qui se révéleront utiles pour les sans-travail. Au cours des débats de ce genre, je me demande souvent s'ils ont la moindre valeur; j'ai l'impression que de part et d'autre de la Chambre certains députés s'en servent uniquement pour accumuler du capital politique. J'ose espérer que les uns et les autres nous pourrions contribuer à la solution de ce problème qui transcende la politique.

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, depuis deux jours au cours de ce débat, les analyses se sont succédé, mais, en fin de compte, il reste le fait brutal du chômage croissant. A l'heure actuelle au Canada, il y a environ 600,000 chômeurs et leur nombre ne cesse de croître. Nous nous demandons si nous en verrons bientôt la fin. Il y en a bien d'autres qui ne figurent pas sur la liste, dont un grand nombre sont des jeunes qui arrivent sur le marché du travail. N'ayant pas travaillé pendant trois ans, ils ne reçoivent aucune prestation et ils n'ont pas droit aux cours de formation de la main-d'œuvre.

C'est là un facteur non négligeable. Presque 50 p. 100 des chômeurs ont moins de 25 ans, 20 p. 100, moins de 20 ans. On les trouve dans tout le Canada mais plutôt dans les villes. Certains d'entre eux sont titulaires de diplômes universitaires. Certains sont amers et désabusés. On leur a dit d'acquiescer une bonne formation et une bonne instruction et que le monde serait à leurs pieds. Ils ont entendu parler de la société juste. Si parmi eux il s'en trouve qui sont amers et désabusés, peut-on les blâmer? Ils sont jeunes et il n'y a pas de travail pour eux.

Nombre d'entre eux sont célibataires et n'ont pas droit à l'assistance publique dans certains endroits. Nombre d'entre eux quêtent de-ci de-là. Jamais, depuis que je pratique la médecine, ne s'est-on adressé à moi pour de l'aide en aussi grands nombres qu'aujourd'hui, et ce sont surtout des jeunes gens qui le font, y compris des diplômés d'université. Chose intéressante, la seule façon de leur fournir de l'aide c'est de la leur donner vous-même ou de l'obtenir de quelqu'un d'autre comme, par exemple, l'Armée du Salut. Le gouvernement ne semble pas protéger ces gens-là. Cela me rappelle le médecin qui parlait ainsi d'un patient: Je puis guérir sa maladie; il n'y a pas de doute là-dessus; j'ai les médicaments nécessaires; mais ce qui m'ennuie, c'est de ne pas savoir s'il survivra assez longtemps pour en bénéficier. Il est facile de semer la graine de dissension et de révolution chez ces jeunes. La situation actuelle est pire que pendant la grande crise car, aujourd'hui, presque tous les jeunes savent ce que c'est qu'une société d'abondance.